

Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la CRE relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité

Juin 2016

L'AFIEG ne s'est pas prononcée sur les questions suivantes : 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28, 29, 30, 33.

Cette réponse n'est pas confidentielle.

Question 1: Etes-vous favorable à l'introduction d'une clause de rendez-vous, permettant d'adapter si nécessaire la structure du TURPE 5 à l'issue de deux ans de mise en œuvre ?

L'AFIEG souhaite rappeler le besoin de visibilité sur les évolutions de la structure des tarifs de transport et de distribution. Il est donc impératif que les éventuelles adaptations soient être connues suffisamment en avance. En effet, l'AFIEG constate qu'un nombre croissant de consommateurs émet le souhait de contractualiser des offres à prix ferme pour des durées supérieures à un an et souhaite donc disposer d'une visibilité optimale sur les perspectives d'évolution du TURPE

Question 2: Etes-vous favorable au principe du regroupement en BT, proposé par ERDF ?

L'AFIEG est favorable au principe de regroupement en BT et souhaite sa mise en œuvre généralisée le plus tôt possible. L'augmentation de la puissance souscrite associée au regroupement en BT renforcera l'ouverture du marché puisque le marché pour les clients ayant une plus forte puissance est significativement plus concurrentiel.

En outre, l'AFIEG est favorable à l'extension du regroupement aux PDL ayant une puissance de raccordement inférieure à 36 kVA.

Question 6: Etes-vous favorable à la prise en compte progressive de l'évolution de la répartition des coûts entre HTA, BT > 36 kVA, et BT ≤ 36kVA ?

L'AFIEG est favorable à la prise en compte progressive des évolutions tarifaires.

Remarque complémentaire sur la définition des heures creuses et de la saison haute (paragraphe 2.1 ;8)

La mise en place d'un tarif horosaisonnalisé comportant non plus une saison Hiver et Eté mais une Saison Haute et Basse ne va pas dans le sens d'une simplification et d'une amélioration de la lisibilité des grilles tarifaires, à la fois pour le fournisseur dans sa construction tarifaire ainsi que pour le client dans sa compréhension des offres.

L'AFIEG n'est donc pas favorable à cette proposition. Elle apporte en effet une complexité importante sans que celle-ci soit réellement justifiée et pour un bénéfice non clairement identifié - ou trop clairement : substituer été/ hiver par Saison Haute/ Saison Basse en visant nommément les « stations balnéaires » paraît contradictoire avec le caractère non discriminatoire. Cette proposition entraînera un manque de lisibilité pour les clients pour qui la compréhension de leur facture sera complexifiée (exemple : deux consommateurs voisins pourront avoir des définitions différentes pour la saison

haute). Le fournisseur devra répondre aux interrogations de ses clients en contrat unique entraînant potentiellement une hausse de ses coûts de gestion.

En outre, la proposition engendrera une décorrélation avec les prix de fourniture horosaisonnalisés impactant la lisibilité des offres proposées.

Cette évolution paraît donc en contradiction avec le souhait affiché par la CRE de simplifier et d'améliorer la lisibilité des tarifs de réseau, objectif que l'AFIEG partage pleinement.

Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de maintenir une tarification à la puissance souscrite ?

Comme indiqué dans sa réponse à la consultation CRE du 22 juillet 2015 relative au TURPE, l'AFIEG soutient le maintien d'une tarification à la puissance souscrite. La remise en cause de la puissance souscrite comme référence aurait pu aboutir à un traitement discriminatoire (prise en compte d'événements rares et non représentatifs des différents utilisateurs) et aurait eu, au-delà de la seule question tarifaire, des impacts sur les contrats et les systèmes d'information.

Question 14: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à autoriser la modification de puissance en cours de mois uniquement pour l'avenir avec un préavis de 3 jours ?

L'AFIEG considère que ces évolutions (préavis de 3 jours et application non rétroactive) suppriment une souplesse pour ses clients. En ce sens, l'AFIEG n'y est pas favorable.

Question 15: Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE concernant les propositions de RTE destinées aux industriels ?

Malgré la différence de traitement qu'apporte cette proposition, elle instaure de la souplesse aux industriels ainsi qu'un arbitrage leurs permettant d'adapter puissance au profil de consommation.

Question 23: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en HTA ?

L'AFIEG partage le souhait de la CRE de simplifier et d'améliorer la lisibilité des tarifs de réseau et d'harmoniser, autant que possible, les grilles entre les niveaux de tension. Toutefois, l'AFIEG considère que les évolutions ne doivent pas conduire à des difficultés majeures dans l'application des contrats de fourniture en cours. Aussi l'AFIEG est défavorable à la suppression, dès l'entrée en vigueur du TURPE 5, de l'option à huit classes temporelles (« HTA 8 »). Une entrée en vigueur de cette suppression au 1^{er} janvier 2019 serait, du point de vue de l'AFIEG, acceptable.

En outre, avec la disparition du « HTA 8 » les fournisseurs seront dans l'obligation d'utiliser un calendrier fournisseur pour leurs consommateurs ayant un prix de fourniture fondé sur un tarif à 8 classes et ce, afin de respecter leurs obligations contractuelles. Or la mise en œuvre d'un calendrier fournisseur peut nécessiter le changement de compteur (pour le compteur type ICE) ce qui engendre des frais (environ 500 €HT par compteur). L'AFIEG considère que les fournisseurs n'ont pas à supporter ce coût généré par une modification indépendante de leur volonté et qu'il devrait donc être supporté par le GRD.

Conserver la même définition des postes entre option à pointe fixe du TURPE 5 et option HTA5 du TURPE 4 permettrait de simplifier les choses, d'autant plus que nombre de contrats marché adoptent un découpage HTA5 TURPE 4 (pour les petits sites en HTA principalement).

D'autre part, l'AFIEG est favorable à la définition de la pointe mobile à partir des heures PP1 du mécanisme de capacité afin d'assurer une cohérence entre les signaux tarifaires. Néanmoins, l'AFIEG s'interroge sur les modalités pratiques de mise en œuvre en cas de retard de la mise en œuvre du marché de capacité. En outre, l'AFIEG s'interroge sur l'articulation entre la pointe mobile et le mécanisme de capacité. Ainsi, il est probable que l'incitation à s'effacer soit annulée par le niveau très élevés des pondérateurs de puissance. Le mécanisme de capacité serait alors réduit à simplement compenser la désincitation générée par cette option du TURPE.

Question 24: Avez-vous des remarques à formuler sur les grilles tarifaires proposées par la CRE pour le domaine de tension HTA?

Le 5^{ème} poste (pointe) a été conservé. Cependant la différenciation entre pointe et HPH est trop faible dans l'option « pointe fixe » au regard de la différence actuelle en option HTA5).

Par ailleurs, le fonctionnement des coefficients pondérateurs de puissance doit être clarifié.

Question 25: Etes-vous favorable à la forme des grilles proposée en BT > 36 kVA?

L'AFIEG est favorable à la fusion de la pointe et des HPH dans le tarif LU qui permet une simplification bienvenue.

Question 31: Etes-vous favorable à la tarification des dépassements de puissance telle que proposée par la CRE ?

L'AFIEG est favorable à l'utilisation du modèle quadratique pour le calcul des dépassements de puissance et au plafonnement des dépassements tels que proposés par la CRE.

Question 32: Etes-vous favorable à la suppression de la composante de dépassements ponctuels programmés en HTA ?

La suppression des dépassements ponctuels programmés apporte une simplification mais ne permet plus un dimensionnement de l'installation lors de la mise en place de nouvelles machines par exemple. Ce cas devrait être pris en compte.

Question 34: Etes-vous favorable à la création d'une composante de gestion unique et spécifique aux autoproducteurs ?

La proposition de la CRE semble aller dans le sens d'un meilleur reflet des coûts des tarifs. L'AFIEG y est donc favorable.

Question 35: Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante tarifaire de gestion unique, les conditions de rémunération des fournisseurs par les GRD au titre de la gestion de la relation contractuelle avec les utilisateurs étant par ailleurs définies dans les contrats et protocoles liant les GRD et les fournisseurs ?

Tel qu'il en ressort de la jurisprudence du Cordis et de la délibération de la CRE du 26 juillet 2012, la possibilité de souscrire un contrat de prestation de services relatif à la gestion des clients en contrats unique est aujourd'hui restreinte :

- aux entreprises ayant sollicité le Cordis à cette fin
- aux fournisseurs qui desservent moins de 1.750.000 sites en contrat unique pour une puissance souscrite inférieure à 36 kVA, ce qui correspond à une restriction aux sites résidentiels et petits professionnels.

L'AFIEG regrette que cette restriction ait été maintenue, sans clarification aucune quant à la possibilité d'étendre l'éligibilité à ce contrat pour les fournisseurs alternatifs, et ce, malgré la sollicitation de certains opérateurs. Pourtant, cette restriction n'avait pas de fondement juridique solide, au contraire.

En effet, les décisions du CoRDIS¹, ainsi que l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 29 septembre 2011², annulant le recours de la société ERDF contre la décision du CORDIS, ont établi que « lorsqu'au titre du contrat GRD-F, ils [les fournisseurs] réalisent des tâches ou supportent des coûts pour le compte du gestionnaire de réseau auprès du client final, les fournisseurs doivent être placés dans une situation équivalente à celle du gestionnaire de réseau dans le cadre d'un contrat CARD ».

En outre, dans sa délibération de mai 2012, la CRE soulignait que, « bien que l'espèce ait porté sur des clients de puissance souscrite inférieure à 36 kVA, la CRE a également souligné que « le projet de contrat [...] pourrait être conclu avec d'autres opérateurs (fournisseurs nouveaux entrants) placés dans une situation comparable à la société Poweo Direct Energie au regard de leurs coûts de gestion de clientèle et de leur base de clients « énergie ». La CRE a réitéré ce jugement dans sa récente communication du 3 mai 2016, sans faire de référence à un seuil de puissance souscrite « *qu'un tel contrat de prestations de services pour la gestion de clientèle en contrat unique peut être conclu avec d'autres fournisseurs placés dans une situation comparable à la société Direct Energie* ». De surcroît, dans sa consultation publique de la CRE du 24 mai 2016 relative à la structure des tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité, la CRE envisage explicitement un encadrement de la rémunération du fournisseur au titre de la prestation de gestion de la relation contractuelle pour l'accès au réseau qui « *se substituerait, à terme, à la rémunération actuellement prévue par les contrats de prestations de services* » et ce pour l'ensemble des consommateurs en contrat unique sans restriction de puissance souscrite.

Enfin et surtout, l'AFIEG considère que les trois conditions ci-après, pour la mise en place d'un dispositif de régulation asymétrique, rappelées par le Président de l'Autorité de la concurrence à l'occasion de la délibération de la CRE du 26 juillet 2012, sont pleinement respectées.

- i) Il doit être constaté un désavantage objectif aux dépens de l'opérateur arrivé le plus récemment.
- ii) La régulation devant compenser ce désavantage doit être temporaire.
- iii) La dissymétrie, ainsi organisée, doit être proportionnée à la différence de situation afin de corriger le déséquilibre.

En effet, l'AFIEG estime :

- Que la distinction entre clients d'une puissance souscrite supérieure à 36 kVA et ceux d'une puissance moindre, n'est pas justifiée dès lors que les deux sont en situation de contrat unique. Cette distinction ne saurait être justifiée car le fournisseur est placé dans une situation identique dès lors qu'il doit assurer un certain nombre de prestations au nom et pour le compte du gestionnaire de réseau. Les obligations découlant de l'article L121-92 du Code de la consommation pour les sites de 36 kVA ne sauraient constituer une base juridique suffisante pour justifier ce traitement discriminatoire aux sein de sites en contrat unique ;

¹ Décision du comité de règlement des différends et des sanctions de la Commission de régulation de l'énergie en date du 7 avril 2008 relatif à la signature d'un contrat GRD-F, en date du 22 octobre 2010 sur le différend qui oppose la société Direct Energie à la société Electricité Réseau Distribution France, relatif au contrat GRD-F

² Cour d'Appel de Paris, 29 septembre 2011, Pôle 5 Chambre 5-7

- Que le « désavantage objectif » aux dépens de l'opérateur arrivé le plus récemment, critère invoqué par la CRE, s'applique pleinement aux segments des clients professionnels en contrat unique. En effet, le segment des clients professionnels de plus de 36 kVA en contrat unique correspond majoritairement à des clients anciennement aux tarifs réglementés jaunes. Ce segment, en raison de tarifs réglementés de vente maintenus à un niveau artificiellement bas pendant de nombreuses années, n'a pas pu par conséquent faire l'objet d'offres concurrentes compétitives³. Il est donc possible de considérer que ce segment a été réellement ouvert à la concurrence qu'au 1^{er} janvier 2016, redoublant l'intérêt pour la mise en place d'un contrat assurant la rémunération du fournisseur pour la gestion des clients en contrat unique ;
- Que la « *différence de situation injustifiée* » s'applique pleinement aux fournisseurs livrant des consommateurs professionnels en contrat unique. Cette différence était ainsi définie dans la communication de la CRE du 26 juillet 2012 : « *La société Poweo Direct Energie indique que le transfert de charges de gestion de clientèle a structurellement affecté les opérateurs nouveaux entrants, sans que ces derniers puissent bénéficier d'économies d'échelle suffisantes compte tenu de la taille de leurs portefeuilles de clientèle comparée à celle des fournisseurs historiques. Elle estime ne pas avoir la possibilité de répercuter, dans des conditions économiques acceptables, cette charge sur la facture du client final sans subir un handicap concurrentiel.* » Au regard des différences de taille de portefeuille entre ceux des fournisseurs présents sur le segment des clients professionnels et celui de l'opérateur historique, différence amplifiée par le gel de la concurrence pendant de nombreuses années sur le segment des clients au tarif réglementé de vente jaune, le critère de différence de situation ne fait aucun doute.

Au regard de ces éléments, l'AFIEG est favorable à la mise en place d'une composante de gestion unique que le contrat d'accès au réseau soit conclu par l'utilisateur ou par le fournisseur (contrat unique) mais dans des conditions au moins équivalentes à celles qui prévalait dans le cadre du contrat de prestation de service dont le bénéfice a été restreint de manière indue à quelques fournisseurs alternatifs comme démontré ci-avant.

L'AFIEG estime que le coût du contrat unique, lié notamment aux investissements du fournisseur pour la gestion contractuelle, doit être transféré de manière explicite et dégressive en fonction du nombre de clients en contrat unique. Cette tarification permettra d'inciter le développement de structures plus limitées pour faire face à la demande croissante due à la fin des tarifs réglementés. Le fournisseur effectue des tâches à la place du GRD lorsqu'un client est un contrat unique ce qui permet au GRD d'éviter la réalisation de ces tâches. La rémunération du fournisseur par le GRD pour cette activité est donc pleinement légitime quel que soit la catégorie de puissance souscrite.

Question 36: Le cas échéant, êtes-vous favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD ?

³ Selon la CRE les fournisseurs alternatifs « se sont longtemps tenus à l'écart de ce segment pour lequel les offres sont complexes à développer et qui nécessite d'engager d'importants coûts de commercialisation » (*Le fonctionnement des marchés de détail français de l'électricité et du gaz naturel - Rapport 2014-2015*, p. 15)

L'AFIEG est favorable à l'encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD. A la lumière des éléments détaillés à la question précédente. Mais cet encadrement devrait permettre l'établissement d'un dispositif de régulation asymétrique. Or, l'AFIEG s'étonne de ne pas retrouver cette notion de régulation asymétrique dans la présente consultation, pourtant clairement mentionnée dans sa délibération du 26 juillet 2012 ainsi que dans la récente délibération du 3 mai 2016 où la CRE dit mener « *une réflexion plus large sur l'opportunité et les modalités de la poursuite de la mise en œuvre d'un mécanisme de régulation asymétrique* ».

L'AFIEG estime en effet que la régulation asymétrique qui présidait au contrat de prestations de service bénéficiant de manière discriminatoire à certains fournisseurs alternatifs devrait s'appliquer à la rémunération des fournisseurs par les GRD. Encadrer cette rémunération dans le cadre du TURPE, dont les principes empêchent toute discrimination, pose dès lors problème et obligerait à traiter sur le même plan l'ensemble des fournisseurs, que cela soit les fournisseurs ayant déjà bénéficié d'un traitement similaire par un biais jurisprudentiel, les autres alternatifs ou les historiques « *bénéficiant d'économies d'échelle suffisantes* ».

En tout état de cause, l'AFIEG estime que la régulation asymétrique doit s'appuyer sur des seuils pertinents. A cet égard, le seuil existant de 1 750 000 sites doit être conservé pour les clients résidentiels, mais il doit être adapté à la clientèle professionnelle. En effet, ce seuil n'a aucun sens pour les segments des petits clients professionnels et encore moins pour le segment des grands consommateurs. En termes de parts de marché, les 1 750 000 sites représentent environ 5% des parts de marché, ce qui donnerait environ 22 000 sites en contrat unique pour les clients professionnels. L'AFIEG se félicite que le législateur ait mis en place un seuil de 40 TWh de livraison, seuil permettant d'aménager les conditions de versements de la CSPE aux douanes pour la catégorie des « petits fournisseurs » (article 266 quinquies C du code des douanes). Toutefois, la jurisprudence constante de l'Autorité de la concurrence semble privilégier l'approche par site. Dans le cas précis, un seuil de 40 TWh est plus élevé que les 5% de parts de marché pour les installations supérieures à 36 kVA et le seuil de 22000 sites semble donc plus pertinent.

Question 37 : Dans la perspective d'un encadrement par la CRE de la rémunération des fournisseurs par les GRD, quelles modalités de rémunération seraient les plus adaptées ?

L'AFIEG s'étonne des niveaux envisagés de la composante de gestion unique facturée à l'ensemble des utilisateurs. Par exemple, le montant de la composante de gestion unique pour la catégorie HTA (de 430 €/an) apparaît extrêmement bas au regard des montants de la composante de gestion du TURPE 4 HTA-BT pour les clients en CARD et en contrat unique (respectivement 723,24 €/an et 69,84 €/an) et en prenant en compte la répartition des clients HTA (CARD ou contrat unique). Cette diminution est excessive et absolument non justifiée.

Ainsi, l'AFIEG considère que la rémunération du fournisseur pour la gestion des clients en contrat unique devrait correspondre, en structure et en niveau, à la composante de gestion du TURPE 4 HTA-BT telle que définie dans la délibération de la CRE du 12 décembre 2013.

La rémunération du fournisseur pour un client en contrat unique doit correspondre à la répartition de la composante unique de gestion selon une fonction inversement professionnelle au nombre de sites en contrat unique.

Question 38 : Êtes-vous favorable à fonder le niveau du tarif d'injection sur une estimation du coût des pertes générées par l'énergie exportée et du coût des pertes facturées à RTE au titre du mécanisme de l'ITC ?

Nous sommes favorable à la fixation du tarif d'injection sur cette base dans la mesure où ce mode de calcul entrainerai une hausse modérée du tarif d'injection envisagée : 0,20€/MWh contre 0,19€/MWh actuellement et que soient maintenus, comme envisagé, les principes auxquels nous sommes particulièrement attachés :

- tarification exclusivement proportionnelle à l'énergie injectée
- tarif unique pour les domaines HTB2 et HTB3

Question 39 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'uniformiser le mode du financement de l'ensemble des réserves ?

L'AFIEG partage pleinement l'analyse de la CRE selon laquelle, la contractualisation de réserves, telles que les réserves complémentaire et rapide, a une valeur assurantielle pour le système électrique et selon laquelle ces dernières sont par nature très proches des réserves secondaires, portées elles par le TURPE. Ces similitudes impliquent effectivement une uniformisation du mode de couverture de leurs coûts. La reconstitution des marges a par ailleurs également une valeur assurantielle, assimilable de ce fait à une réserve.

Au regard de leur nature et leur imprévisibilité (que le GRT est le plus à même de gérer), ces coûts doivent donc être couvert par le TURPE et donc plus précisément sur le TURPE soutirage. L'AFIEG est donc favorable à cette mesure qui fera basculer ces coûts des responsables d'équilibre vers le TURPE soutirage.